

# Note de Politique

## AGROÉCOLOGIE ET NUTRITION POUR LA RÉSILIENCE



Interventions agroécologiques sensibles aux enjeux nutritionnels pour l'amélioration de la résilience des communautés agricoles dans les zones arides du Sahel.





**NOTE DE  
POLITIQUE**

**Interventions agroécologiques  
sensibles aux enjeux  
nutritionnels pour l'amélioration  
de la résilience des  
communautés agricoles dans  
les zones arides du Sahel**

© **Groundswell International**

**Auteurs :**

*Sasha Mentz-Lagrange (Chercheuse indépendante) & Peter Gubbels (Groundswell International)*

**Conception et mise en page :**

*Doret Ferreira (Dotted Line Design)*

**Photo de Couverture :**

*Femmes travaillant sur leur parcelle collective couverte de cultures intercalaires dans le village de Ndiao (Sénégal). Crédit: Agrecol Afrique.*

**Note :**

*L'expérience pratique sur laquelle les recommandations de cette note de politique sont basées est décrite en détail dans une [Étude de Cas associée: Intégrer la nutrition à l'agroécologie pour améliorer la résilience des communautés rurales dans la région du Sahel](#). Cette étude de cas est accessible sur le site web de Groundswell international à <https://www.groundswellinternational.org/approach/resources-publicationsvideos/ae6-resources/>*

**Remerciements**

*Ce rapport n'aurait pas été possible sans les contributions du réseau des partenaires de Groundswell Afrique de l'Ouest dans les trois pays du programme. Nous remercions tout particulièrement les équipes d'Agrecol Afrique, de l'Association Nourrir sans Détruire (ANSD) et de Sahel Eco.*

*Cette note de politique a été produite grâce au généreux soutien du peuple américain par l'intermédiaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le contenu de cet article n'engage que la responsabilité de Groundswell International et ne reflète pas nécessairement les vues de l'USAID ou du Gouvernement des États-Unis d'Amérique.*

*Ouagadougou, Burkina Faso*

*Juin 2019*



## Message clés

- On estime à douze millions le nombre de petits exploitants agricoles vivant dans les zones arides du Sahel, écologiquement fragiles et exposées aux risques, qui sont en proie à une crise. Ils sont devenus chroniquement vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en raison de la dégradation des terres, de la baisse de la fertilité des sols et du changement climatique
- Un pourcentage croissant de ménages agricoles des zones arides sont devenus ultra pauvres, vivant avec moins de 1.90 USD par jour. Ils souffrent de la faim, non seulement pendant les mauvaises années, mais aussi pendant les années de bonne pluviométrie. Ils sont obligés d'adopter des mécanismes d'adaptation négatifs, notamment en contractant des prêts qui relèvent de l'exploitation, en vendant leurs animaux, en consommant leurs stocks de semences et en réduisant le nombre de leurs repas quotidiens.
- De nombreuses familles agricoles exploitant des terres arides sont happés dans un cercle vicieux marqué par une baisse de la productivité et une perte de leurs avoirs. Ils sont pris dans le « **piège de la faim et de la pauvreté** » caractérisé par un grave « **déficit de résilience** ». Ils sont si vulnérables que même le moindre choc génère une crise généralisée à travers le Sahel qui nécessite une intervention humanitaire. La malnutrition est dès lors relayée au rang des problèmes sanitaires. La malnutrition est dès lors reléguée à un problème sanitaire, qui requiert une action curative, plutôt qu'une action préventive.
- Trop souvent, la sensibilisation au problème de la malnutrition tend à se concentrer quasi-exclusivement sur la malnutrition aiguë, alors que la malnutrition chronique dans les 1 000 premiers jours (de la conception à l'âge de deux ans) associée aux carences en vitamines et en micronutriments, essentiels à la bonne santé des êtres humains, est dans une large mesure ignorée. D'où le nom de « faim inapparente » donné à ce phénomène. Par exemple, l'anémie, attribuable à une carence en fer, affecte entre 49 % (Burkina Faso) et 58 % (Sénégal) des femmes dans les pays du Sahel,<sup>1</sup> des taux supérieurs au seuil de 40 % établi par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour signaler un grave problème de santé publique.<sup>2</sup>
- La malnutrition affecte en particulier les enfants et les femmes enceintes et allaitantes. **Ces dernières doivent consommer 300 à 500 kilocalories en plus (soit faire quatre repas par jour au lieu de trois) mais trop souvent, leurs besoins nutritionnels ne sont pas satisfaits.** La malnutrition affecte de manière irréversible les aptitudes cognitives et physiques à long terme des enfants de moins de deux ans.
- Le programme Agroecology Plus Six (AE+6) a été élaboré en tant qu'initiative de recherche-action menant à une « validation de principe » dans trois sites de la région du Sahel (Burkina Faso, Mali et Sénégal) pour montrer que l'« agroécologie » peut être le fondement essentiel sur lequel des activités de résilience efficaces doivent se fonder. Cependant, pour être efficaces, l'équité, l'autonomisation des femmes et la nutrition doivent être pleinement intégrées à l'approche agroécologique visant à la résilience, et une mobilisation sociale de grande ampleur est nécessaire afin d'intervenir plus rapidement à grande échelle.
- L'initiative AE a permis d'aboutir à la conclusion que **les bénéfices des pratiques basées sur l'agroécologie dans les systèmes d'exploitation en zones arides n'auront qu'un impact limité sur la résilience si la nutrition n'est pas fermement ancrée dans de telles interventions pour faire de l'agriculture, par le biais de l'agroécologie, la principale solution à la crise de la malnutrition.**
- En dépit d'une plus grande prise de conscience et d'un engagement accru en faveur d'une l'agriculture sensible aux enjeux nutritionnels, les ministères nationaux ne parviennent pas à mettre en œuvre des stratégies transversales qui permettraient d'intégrer une meilleure nutrition aux priorités du secteur agricole. Cela est également vrai de nombre de programmes qui se concentrent sur l'agroécologie pour remédier à l'appauvrissement des sols et à la dégradation des ressources naturelles dont dépendent les moyens de subsistance ruraux dans la région du Sahel.

- Les principaux défis à l'intégration d'une nutrition améliorée à l'agriculture sont les suivants :
  - le manque de coopération intersectorielle entre la santé, l'agriculture et le développement rural ;
  - les connaissances limitées du personnel de vulgarisation agricole en matière de nutrition ;
  - la forte tendance à considérer la nutrition principalement comme une question relevant du secteur de la santé ;
  - l'absence globale d'indicateurs et de cibles relevant de la nutrition dans les projets de développement agricole mis en œuvre au niveau national.
- La promotion d'une agriculture sensible aux enjeux nutritionnels<sup>3</sup> implique également de promouvoir l'éducation à la nutrition, une diversification des cultures pour produire des aliments plus riches en nutriments pour les marchés locaux, et la revalorisation des connaissances sur les aliments endémiques nutritionnellement riches, ainsi que des connaissances culinaires qui s'y rapportent.
- Il est également nécessaire d'aborder la question de la sélection des cultures à privilégier et des habitudes alimentaires à changer pour améliorer la nutrition. En effet, **les ménages agricoles tendent à ne pas consommer ce qu'ils produisent** (en dépit de la valeur nutritionnelle de ces cultures). S'ils ne produisent pas de cultures riches en nutriments, alors de nombreux ménages agricoles doivent générer des revenus supplémentaires pour pouvoir accéder à des aliments à forte valeur nutritionnelle sur les marchés locaux.
- Par conséquent, associer nutrition et agroécologie repose sur la **mise en œuvre simultanée d'initiatives ayant trait à la production agricole, à la génération de revenus et à l'autonomisation des femmes dans l'agriculture.**
- Les organisations qui travaillent dans le domaine de l'agroécologie et souhaitent intégrer la nutrition à leurs activités existantes peuvent aisément adapter les **10 recommandations de la FAO** en matière d'intégration de l'agriculture à la nutrition<sup>4</sup>. Ces recommandations font la promotion d'interventions pertinentes et mesurables visant à améliorer la nutrition, notamment pour les groupes les plus vulnérables à la malnutrition (les enfants de moins de cinq ans, les femmes allaitantes et enceintes, notamment issus des ménages les plus pauvres).
- Les acteurs impliqués dans le développement agricole peuvent intégrer assez aisément des outils de collecte de données sur la nutrition assez peu coûteux et simples à appliquer à leurs boîtes à outils de méthodes d'évaluation. Cela leur permet de voir dans quelle mesure leurs interventions contribuent à l'amélioration des résultats nutritionnels, sans que l'utilisation de ces outils ne nécessite trop de temps et de travail supplémentaire, ni de personnel spécialisé.
- Il est essentiel que ces interventions soient mises en œuvre en partenariat avec des structures publiques, notamment au niveau décentralisé, afin de garantir une approche multisectorielle et d'assurer leur pérennité à long terme.



## A l'attention des décideurs

Des recommandations détaillées, adaptées à différentes catégories de décideurs (gouvernement national, conseils municipaux et services techniques locaux, organisations paysannes, organisations non-gouvernementales, partenaires techniques et financiers), sont présentées en détail ci-dessous. Les recommandations politiques suivantes sont des recommandations générales :

### Acteurs opérant au niveau des autorités nationales et locales

1. Multiplier les mesures d'incitation permettant d'améliorer la disponibilité, l'accès et la consommation d'une alimentation diversifiée, nutritive et saine produite de manière durable et respectueuse de l'environnement par des ménages agricoles, et commercialisée sur les marchés locaux, régionaux et nationaux.
2. Suivre la consommation alimentaire et l'accès à une alimentation variée et nutritive, notamment pour les groupes vulnérables (femmes enceinte et allaitantes, enfants de moins de 2 ans (c.à.d. dans leurs 1 000 premiers jours).
3. Prendre des mesures afin de promouvoir l'autonomisation des femmes et des ménages pauvres dans l'agriculture, notamment en matière d'accès à des ressources productives, au crédit et à la formation aux méthodes agroécologiques.
4. Renforcer les capacités humaines et institutionnelles pour améliorer l'alimentation de la population par un appui adéquat au secteur agro-alimentaire.
5. Appuyer les mécanismes d'incitation conduisant à des stratégies transversales concrètes en faveur de la nutrition, notamment dans l'agriculture.

### Acteurs travaillant au niveau local décentralisé

6. Sensibiliser à la question de l'agriculture sensible aux enjeux nutritionnels et améliorer les capacités en la matière, par la formation de responsables techniques/agents de vulgarisation et de travailleurs sur le terrain.
7. Formuler une stratégie interdisciplinaire pour assurer l'intégration de la nutrition dans les programmes agricoles et les messages associés à l'agriculture par le personnel de santé et nutrition.
8. Inclure des cibles spécifiques pour réduire la malnutrition chronique et favoriser des pratiques d'exploitation sensibles à la nutrition dans les plans de développement et les budgets municipaux quinquennaux.
9. Créer un réseau intégrant toutes les parties prenantes locales afin de permettre un flux d'informations régulier sur les options de développement agricole sensible aux enjeux nutritionnels dans toutes les communes d'une zone agroécologique donnée.

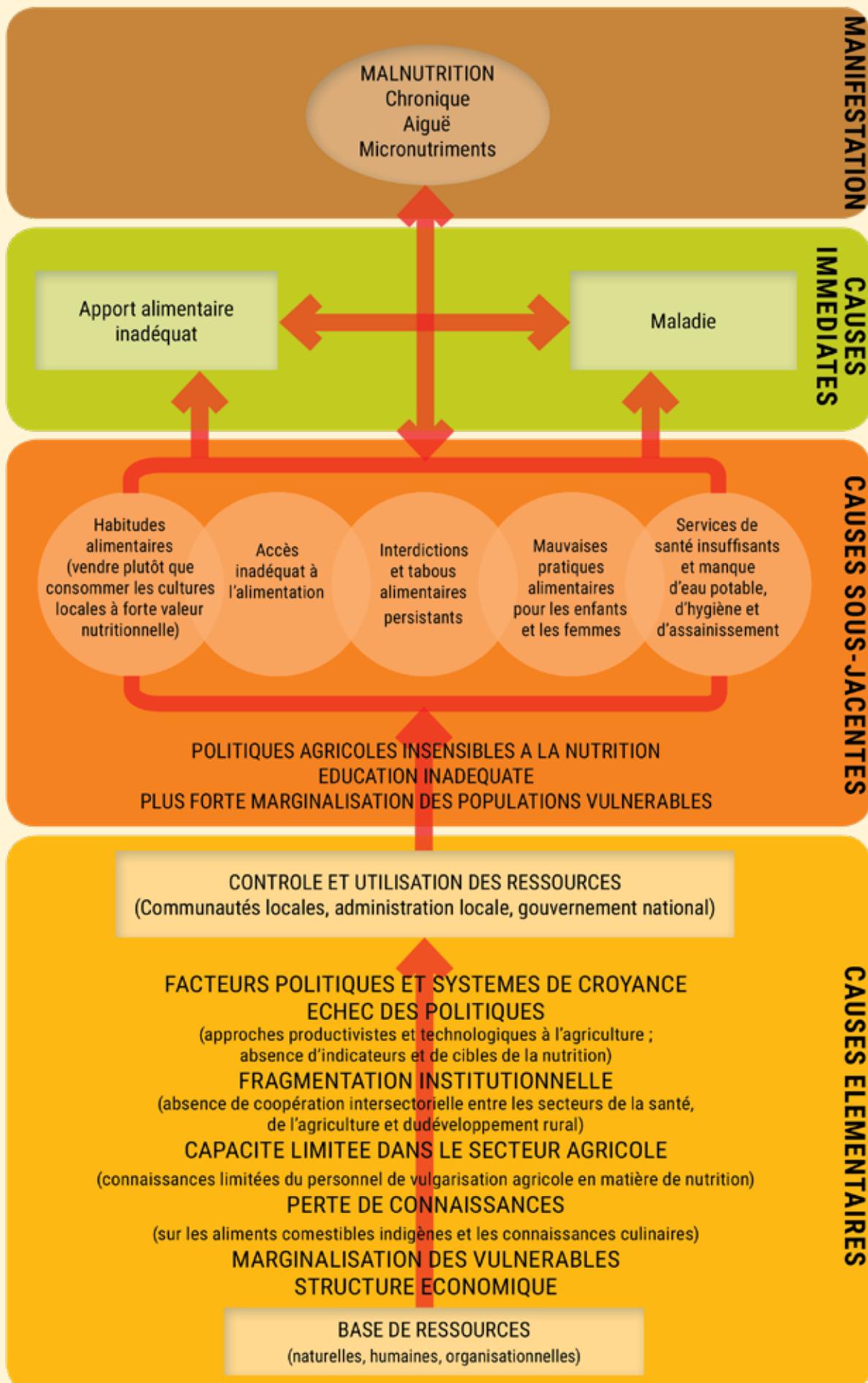
## Pourquoi intégrer la nutrition à la conception et à la mise en œuvre des programmes agroécologiques ?

### Quelle est l'importance du problème de la malnutrition dans la région du Sahel ?

Dans la région sahélienne, plus de 30,1 millions d'habitants vivent en situation d'insécurité alimentaire. En 2017, au moins douze millions d'entre eux étaient pris au piège de la dette et de la faim et avaient besoin d'une assistance alimentaire d'urgence.<sup>5</sup> La malnutrition affecte de manière irréversible les aptitudes cognitives et physiques des enfants de moins de deux ans sur le long terme. Les retards de croissance se traduisent souvent par de mauvais résultats scolaires et une réduction des capacités intellectuelles. L'émaciation peut aggraver les maladies infectieuses, ainsi que leur durée et la prédisposition des individus à ce type de maladies, et entraîner un risque de décès plus élevé.<sup>6</sup> Les carences en fer affectent également le développement cognitif et physique des enfants, et réduisent la capacité de travail des individus et de populations entières. On estime qu'une chute de 1 % du taux d'hémoglobine chez les adultes (symptôme d'une carence en fer) entraîne une réduction de 1 % de la productivité de cette personne. Mais chez l'enfant, ce même 1 % implique que sa production future sera diminuée de 2,5 %.<sup>7</sup>

Des indicateurs génériques utilisés dans la région du Sahel indiquent que la prévalence de la malnutrition chronique (et autres formes de malnutrition) a connu un lent déclin au cours des dix dernières années. Cependant, le taux global de malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans atteint toujours des niveaux alarmants. L'Organisation Mondiale de la Santé a

Figure 1. Les causes fondamentales et sous-jacentes de la malnutrition



Source : Tiré du cadre des causes de malnutrition de l'UNICEF (1990)<sup>11</sup>

fixé le « seuil d'alerte » à 20 % pour les retards de croissance. Les moyennes enregistrées dans les pays du programme AE+6 sont pour l'essentiel plus élevées : 38,5 % au Mali, 32,9 % au Burkina Faso et 19,4 % au Sénégal.<sup>8</sup> Cependant, dans certaines régions rurales de ces pays, ce taux est supérieur à 40 %. Le rythme de l'amélioration a également diminué dans de nombreux pays, et les forts taux enregistrés parmi les enfants des ménages les plus pauvres ont tendance à stagner.

Le Burkina Faso enregistre les taux d'anémie les plus élevés du monde chez les enfants de moins de 5 ans, estimé en moyenne à 90 %.<sup>9</sup> Le pays enregistre également le plus fort taux d'anémie au monde chez les femmes enceintes, estimé à 72,5 %.<sup>10</sup>

## Quelles sont les causes de la malnutrition (dans le contexte spécifique de la sécurité alimentaire et de l'agriculture) ?

La malnutrition qui est enracinée dans la sécurité alimentaire et l'agriculture tient fondamentalement au manque de diversité alimentaire et aux apports nutritionnels inadéquats des enfants et des femmes enceintes et allaitantes.

Les femmes effectuent une grande partie du travail agricole, et doivent également se charger des tâches domestiques et s'occuper des enfants. Bien qu'elles jouent un rôle majeur dans la préparation des repas et l'alimentation de leurs foyers, leurs revenus discrétionnaires sont limités. Elles ne bénéficient pas non plus d'un accès suffisant aux ressources productives ni ne contrôlent suffisamment ces ressources pour assurer une alimentation de bonne qualité. Les ménages sont souvent réticents à consommer une partie de leurs cultures à plus forte valeur nutritionnelle destinées à la vente (comme l'arachide, le sésame ou le niébé) car elles ne disposent généralement pas de sources de revenus alternatives pour compenser la perte monétaire qu'impliquerait une telle consommation.

## Pourquoi faut-il intégrer la nutrition aux programmes agricoles (et agroécologiques) ?

L'agroécologie peut être un outil majeur pour remédier à la crise de la malnutrition dans la région sahélienne, crise qui revêt un caractère d'urgence. En effet, 60 à 70 % de la population dépend essentiellement de l'agriculture pour sa subsistance. Il est d'intérêt général que les familles qui vivent de l'exploitation des terres et dont les moyens de subsistance en dépendent, puissent directement produire une alimentation saine sur les sols qu'ils cultivent. Les cultures qu'ils produisent et leurs modes d'exploitation, de récolte et de préservation des cultures sont donc essentiels.

Les systèmes agricoles ne devraient pas être uniquement considérés du point de vue de la production et de l'environnement, mais aussi de la nutrition et de l'équité. La transformation du système d'exploitation ainsi que du tissu socioéconomique des systèmes agraires dans les zones arides peut également contribuer dans une large mesure à mettre un terme à la crise de la malnutrition quotidienne qui affecte les groupes les plus vulnérables, et réduire le besoin croissant d'aide humanitaire d'urgence.

Si des moyens de production (terres, eau, semences, outils, animaux, crédit) sont fournis aux agricultrices, si elles peuvent les contrôler et en tirer des revenus, et si ces femmes peuvent être formées aux bonnes pratiques en matière de nutrition, alors le tableau de la malnutrition dans la région du Sahel pourrait s'améliorer dans une large mesure.

### Qu'est-ce que l'agroécologie ?

L'agroécologie est une approche de l'agriculture qui imite le fonctionnement des écosystèmes locaux,<sup>12</sup> permettant « une production alimentaire qui utilise au mieux les biens et services de la nature tout en n'endommageant pas ces ressources ». <sup>13</sup> C'est une science qui applique l'écologie à la conception des systèmes agricoles, utilise une approche globale des systèmes agricoles et alimentaires et remplace « les apports externes par des processus naturels tels que la fertilité naturelle des sols et la lutte biologique ». <sup>14</sup> Les systèmes de production agroécologique sont « développés sur la base du savoir et de l'expérimentation des agriculteurs »<sup>15</sup> et relie l'écologie, la culture, l'économie et la société pour créer des environnements sains, une production alimentaire et des communautés saines. Il s'agit d'une approche multifonctionnelle de l'agriculture qui est productive, économiquement viable, socialement juste, résistante au changement climatique, durable et sensible à la nutrition. Enfin l'agroécologie est aussi un mouvement social qui travaille à transformer le système agricole et alimentaire pour le bien-être d'un plus grand nombre de personnes.

## Pourquoi la nutrition est-elle si mal intégrée à l'agriculture (et à l'agroécologie) ?

Récemment, on a pu observer une plus grande prise de conscience de la nécessité d'intégrer la nutrition à la planification agricole et de favoriser de stratégies nutritionnelles multisectorielles, notamment au Sahel.

Les raisons en sont les suivantes :

- Les programmes agricoles ne parviennent toujours pas à atteindre les plus vulnérables et ne prennent pas en compte l'état nutritionnel de ces groupes vulnérables. Les objectifs nationaux en matière de production agricole se concentrent essentiellement sur la sécurité alimentaire – c'est-à-dire la disponibilité alimentaire – mais ne disent rien des aspects nutritionnels, comme en atteste l'absence générale de cibles nutritionnelles dans les programmes agricoles menés par les ministères, mais aussi par les organisations de la société civile (OSC).
- Les tentatives visant à améliorer la nutrition se traduisent généralement par une stratégie productiviste (c.à.d. produire plus pour avoir une plus grande quantité de denrées disponibles) ou des approches technologiques (comme la bio-fortification), plutôt que sur des stratégies portant sur l'accessibilité et la nutrition.
- Les agents de vulgarisation agricole disposent de connaissances limitées en matière de nutrition et tendent à considérer cette dernière comme la responsabilité exclusive du secteur de la santé.
- On note un manque de partage d'informations et de communication entre les différents secteurs pour transmettre et élargir le message et les connaissances sur la nutrition et comment l'agriculture peut contribuer à de meilleurs résultats nutritionnels.
- On note une absence persistante de capacités en matière d'élaboration de politiques et de programmes alimentaires et agricoles sensibles aux enjeux nutritionnels, en dépit de l'existence d'outils, de principes et de stratégies opérationnelles rentables et simples à gérer, que les praticiens et décideurs peuvent utiliser pour intégrer efficacement la nutrition à l'agriculture.

## Comment les praticiens et les décideurs peuvent-ils garantir des interventions agroécologiques sensibles aux enjeux nutritionnels.

Il peut être difficile de déterminer l'impact des programmes visant à intégrer la nutrition à l'agriculture. Les projets agricoles qui se concentrent sur l'augmentation des rendements et des revenus peuvent résulter sur un meilleur apport alimentaire et, en fonction des cultures produites, à un meilleur apport en vitamine A. Cependant, ces programmes n'entraînent pas nécessairement une amélioration des indicateurs biologiques et anthropométriques.<sup>16</sup>

La difficulté tient au fait que la malnutrition est un ensemble de problèmes complexes. Elle est au centre d'un tissage de liens complexes qui regroupent :

- **des dimensions socioéconomiques** (piège pauvreté/faim, niveaux d'éducation, accès aux marchés)
- **des normes et systèmes de croyance qui affectent les habitudes alimentaires**
- **des considérations agricoles** (accès à l'eau, qualité des sols, stresses biotiques et abiotiques)

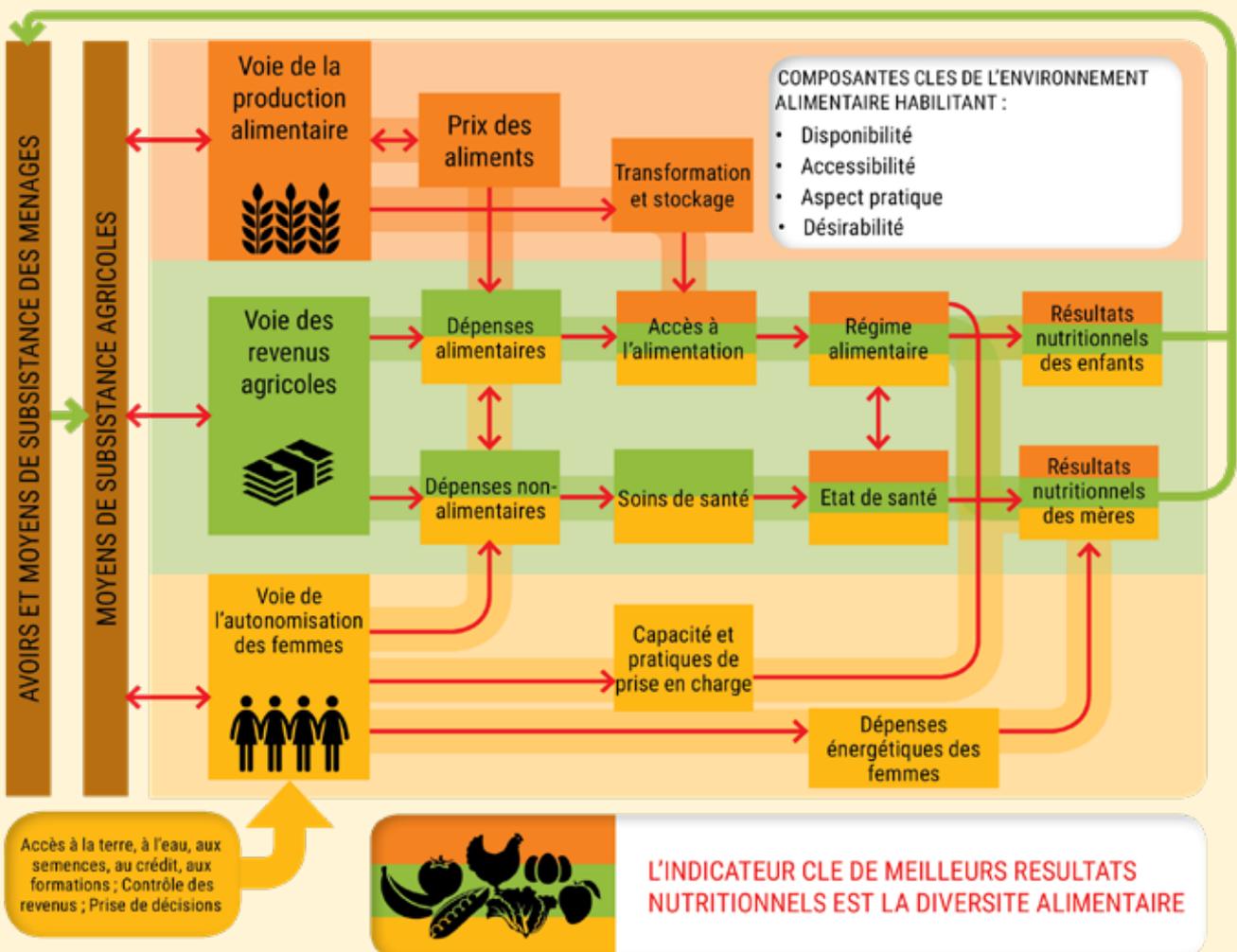
Cependant, la diversité alimentaire est souvent citée comme un indicateur utile pour évaluer l'amélioration des résultats nutritionnels (grâce à l'agriculture).<sup>17</sup>

## Trois trajectoires symbiotiques pour une agroécologie sensible aux enjeux nutritionnels

Les publications sur ce sujet font cependant état de l'existence de liens étroits entre nutrition et agriculture. Trois trajectoires ont émergé, et si celles-ci sont mises en œuvre de sorte à favoriser leurs synergies inhérentes, elles peuvent créer un terreau fertile pour l'agriculture sensible aux enjeux nutritionnels. Ces trajectoires sont présentées ci-dessous :

- **La trajectoire des revenus agricoles**,<sup>18</sup> qui consiste à s'intéresser aux cultures commerciales à des fins de génération de revenus, afin de diversifier l'apport alimentaire et améliorer par conséquent l'état nutritionnel du ménage. Celle-ci peut cependant entraîner une trop forte dépendance aux cultures commerciales et augmenter la charge de travail des femmes, au détriment des enfants.
- **La trajectoire de la production alimentaire**,<sup>19</sup> qui consiste à se concentrer sur la réalisation de changements dans la production alimentaire au sein de la ferme, afin de diversifier et d'améliorer la qualité des régimes alimentaires au sein des ménages des petits exploitants agricoles.<sup>20</sup>
- **La trajectoire de l'autonomisation des femmes**,<sup>21</sup> qui porte sur l'utilisation par les femmes des revenus dédiés à l'alimentation et aux dépenses générales, la capacité des femmes à subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leur famille, et s'intéresse à ce à quoi les femmes consacrent leur temps et leur énergie.

**Illustration 2 : Les trois voies pour une meilleure intégration de la nutrition dans l'agriculture et un environnement alimentaire porteur<sup>22</sup>**



Source : Adapté du projet USAID/Strengthening Partnerships, Results and Innovations in Nutrition Globally (SPRING, Renforcement des partenariats, résultats et innovations en nutrition à l'échelle globale) (2014) et tiré de Herford & Ahmed (2015).<sup>23</sup>



## Les principaux leviers de la réussite pour assurer des interventions agroécologiques sensibles aux enjeux nutritionnels

En se fondant sur l'expérience acquise dans la gestion du programme Agroecology Plus Six (AE+6) dans les zones arides de trois pays du Sahel (Burkina Faso, Mali et Sénégal), le réseau ouest-africain de Groundswell a défini les principaux leviers de la réussite de l'intégration de la nutrition aux activités agroécologiques visant à renforcer la résilience des ménages agricoles dans les écosystèmes fragiles et exposés à la sécheresse.

### Les facteurs de réussite de l'intégration de la nutrition aux activités agricoles des ONG impliquées dans la promotion de l'agroécologie

#### Facteur clé de réussite n° 1 : Former le personnel des ONG à la malnutrition

Organiser des sessions de formation afin de donner aux équipes de projet de solides connaissances en matière de nutrition, leur apprendre comment obtenir des informations de base sur l'état nutritionnel d'une population donnée et comment élaborer des interventions visant à améliorer l'état nutritionnel d'une population donnée. Ces formations doivent inclure un examen des politiques nationales afin d'identifier les lacunes en matière de politique dans la pratique, et l'adaptation des 10 recommandations de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture pour intégrer la nutrition à l'agriculture.<sup>24</sup>

#### Facteur clé de réussite n° 2 : Former le personnel agricole des ONG à l'utilisation d'outils axés sur la nutrition

Les équipes de projet peuvent facilement être formées à l'utilisation d'outils tels que :

- L'Echelle de la faim des ménages (HHS, Household Hunger Scale), qui permet de mesurer la faim des ménages dans les zones caractérisées par l'insécurité alimentaire.<sup>25</sup>
- le Score de diversité alimentaire des ménages (SDAM) pour la mesure de l'accès alimentaire des ménages, qui fournit une approche à la collecte d'informations et à la mesure de la diversité alimentaire des ménages comme mesure supplétive de l'accès alimentaire des ménages.
  - L'utilisation de ces outils est rentable et ne demande pas beaucoup de temps, et les équipes de projet n'ont pas besoin d'être spécialisées pour pouvoir appliquer de telles ressources afin de diagnostiquer et suivre les changements observés dans les résultats nutritionnels ;
  - Ces outils permettent de disposer d'informations de base sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en un lieu donné, afin de s'assurer que les initiatives sont adaptées aux besoins locaux, et permettent également de mesurer l'impact des activités du projet à plus long terme. Ils constituent par conséquent des outils de suivi et d'évaluation précieux pour les organisations travaillant sur les questions d'agriculture sensible aux enjeux nutritionnels ;
  - Avec ces informations en main, les organisations disposent également d'arguments et de connaissances factuelles qu'elles peuvent utiliser dans leur travail de plaidoyer.

### Facteurs de réussite de l'amélioration de l'état nutritionnel des communautés vulnérables

#### Facteur clé de réussite n° 3 : Cibler les ménages les plus vulnérables

Cibler les plus vulnérables sur le plan nutritionnel par le biais d'évaluations rurales participatives (ERP), afin d'améliorer l'état nutritionnel des plus vulnérables, notamment les femmes et les enfants des ménages les plus pauvres et les plus sensibles à l'insécurité alimentaire.

#### Facteur clé de réussite n° 4 : Sensibiliser au problème de la malnutrition

Se faire de la communauté dans son ensemble un allié dans la lutte contre la malnutrition, en menant une activité de sensibilisation aux causes et conséquences de la malnutrition dès leur apparition, et comprendre comment changer les habitudes alimentaires et diversifier la production peut remédier à ces problèmes.

### **Facteur clé de réussite n° 5 : Promouvoir la consommation de cultures produites par les ménages**

Les ménages ne pourront consommer qu'une portion de leurs cultures à forte valeur nutritionnelle destinées à la vente si la perte monétaire qui en découle n'est pas compensée par la génération de revenus supplémentaires. Inciter les populations à diversifier leur alimentation devrait aller de pair avec les différentes activités génératrices de revenus.

### **Facteur clé de réussite n° 6 : Appuyer et diffuser les nouvelles connaissances culinaires**

Les démonstrations culinaires sont un moyen efficace d'introduire de nouvelles cultures dans un village et de s'assurer que celles-ci seront effectivement produites ; si les femmes sont incitées à cultiver des aliments plus variés, elles devront savoir comment les préparer. Ces démonstrations doivent être organisées auprès de femmes sélectionnées, qui devront ensuite diffuser les connaissances acquises dans leurs propres villages.

### **Facteur clé de réussite n° 7 : Promouvoir la récolte de produits forestiers non ligneux (PFNL) et l'identification des chaînes de valeur**

Les PFNL constituent souvent une ressource négligée pour nourrir les ménages et générer des revenus. Former des groupes de femmes sur les propriétés nutritionnelles de ces produits, et leur apprendre à les transformer pour générer des revenus (par ex. en fabriquant du beurre de karité et du « soubala » à partir de graines de gousses de néré).

## **Facteurs de réussite de l'intégration de la nutrition aux systèmes d'exploitation agricole**

### **Facteur clé de réussite n° 8 : Former les femmes à la diversification de leur production en utilisant des principes agroécologiques et les assister dans ce processus**

Les jardins collectifs de saison sèche cultivés par les femmes leur permettent de travailler ensemble et de partager leurs connaissances sont un « terreau fertile » pour encourager les expériences entre les ménages, indépendamment de l'origine sociale des femmes. Par un effet domino, ces expériences pratiques de production agricole par des femmes inspirent les femmes d'autres villages, qui sont encouragées à suivre leur exemple.

## **Les facteurs de réussite de l'autonomisation des femmes dans le secteur agricole**

Nous référons le lecteur à la note de politique sur l'autonomisation des femmes dans l'agriculture, qui aborde en détail les facteurs de réussite de l'autonomisation des agricultrices au sein de leurs communautés.

## **Facteurs de réussite de la sensibilisation, du déploiement et de la diffusion des connaissances en matière de nutrition**

### **Facteur clé de réussite n° 9 : Adopter une approche en plusieurs phases entre les villages pilotes et les villages de diffusion**

Un bon moyen pour diffuser des connaissances et des pratiques innovantes destinées à changer les comportements en vue de la bonne intégration de la nutrition et de l'agriculture consiste à combiner villages pilotes (où les meilleures pratiques et la gamme complète d'interventions sont mises en œuvre selon une méthode d'« action-recherche » concentrée) et villages de diffusion. Dans les villages de diffusion, des pratiques agroécologiques plus simples et avérées sont diffusées. Une telle approche permet de susciter de l'enthousiasme, et contribue à son tour à jeter les bases pour convaincre la communauté d'entamer des changements en matière de diversification et de sélection des cultures, et améliorer ainsi l'alimentation.

### **Facteur clé de réussite n° 10 : Diffuser les leçons et les nouvelles connaissances acquises plus globalement**

- Différents supports peuvent être utilisés pour diffuser les connaissances et les leçons apprises, notamment les émissions de radio communautaire, la réalisation et la projection de courts documentaires où l'on retrouve des témoignages de femmes et d'exploitants agricoles locaux, la mise en scène de pièces de théâtre, les visites de terrain et les caravanes itinérantes.

- Des visites d'échange à visée éducative sur des parcelles collectives dans lesquelles diverses cultures sont produites pour améliorer la qualité de l'alimentation ; celles-ci contribuent à diffuser les connaissances et favorisent une meilleure appropriation des innovations.
- Les groupes de crédit et d'épargne constituent également une plateforme précieuse pour transmettre des connaissances importantes sur la nutrition.
- Confier à des femmes formées localement la responsabilité de diffuser des techniques d'exploitation améliorées, des connaissances culinaires et des messages sur la nutrition au sein de leur communauté. Inviter des responsables religieux et locaux à participer aux activités de sensibilisation et aux formations, car ils influenceront fortement les changements de comportement des populations.
- Donner à des responsables clés l'opportunité d'acquérir des connaissances et d'être des témoins directs des réussites et des difficultés associées à la mise en œuvre de stratégies nutritionnelles.
- Organiser une « formation transversale » du personnel de santé et de nutrition des postes de santé afin d'intégrer des messages sur la production et la consommation d'aliments à forte valeur nutritionnelle.

## Facteurs de réussite de la durabilité de cette intégration nutrition/agriculture sur le long terme

### Facteur clé de réussite n° 11 : Intégrer l'agriculture sensible aux enjeux nutritionnels dans les réseaux nationaux et régionaux

Intégrer un programme sur la nutrition au travail des réseaux nationaux et régionaux de la société civile travaillant sur les questions d'agroécologie.

Intégrer l'agriculture sensible aux enjeux nutritionnels dans les réseaux nationaux et régionaux dédiés à la nutrition (par ex. le mouvement Scaling Up Nutrition-SUN) et les réseaux de résilience (Alliance globale pour l'initiative de résilience- AGIR), afin de leur permettre de tirer les leçons des meilleures pratiques et des expériences du terrain.

### Facteur clé de réussite n° 12 : S'associer aux institutions locales et renforcer leurs capacités

Impliquer activement les structures de gouvernance décentralisées, à la fois au niveau des élus municipaux et au niveau du village, dans la formation et la sensibilisation à la nutrition. Les encourager à endosser le rôle de défenseurs et de promoteurs d'une agriculture sensible aux enjeux nutritionnels.



## Recommandations clés

Il est essentiel que les décideurs et autres parties prenantes clés impliquées dans les programmes agricoles et le développement rural en général examinent les recommandations suivantes :



### Gouvernement national

**R1. Multiplier les mesures incitatives visant à améliorer la disponibilité d'aliments variés, à forte valeur nutritionnelle et sains, produits par des systèmes d'exploitation et de distribution durables et respectueux de l'environnement, ainsi que l'accès à ces aliments et leur consommation.**

Mettre l'accent sur la production d'aliments et de fruits frais à forte valeur nutritionnelle, les variétés de légumineuses, l'aviculture, la production de petits ruminants, la pêche/aquaculture, c.à.d. des aliments relativement rares et coûteux mais très nutritifs et qui restent sous-utilisés à titre de sources de nourriture et de revenus.

**R2. Suivre la consommation alimentaire et l'accès à une alimentation variée et à forte valeur nutritionnelle, notamment au sein des groupes vulnérables.**

Faire le suivi des changements dans les régimes alimentaires des femmes enceintes et allaitantes, et des enfants de moins de deux ans (c.à.d. dans leurs 1 000 premiers jours).

Egalement faire le suivi de la disponibilité et le prix de ces denrées alimentaires.

**R3. Prévoir des mesures visant à protéger et à promouvoir l'autonomisation des femmes et des ménages pauvres.**

Il peut s'agir de :

- mesures de protection sociale permettant aux groupes les plus vulnérables d'accéder à des aliments à forte valeur nutritionnelle en cas de chocs ou pendant la saison de soudure (quand les revenus sont peu élevés) ;
- mesures visant à garantir la propriété foncière, notamment pour les femmes ;
- mesures visant à garantir un accès équitable aux ressources productives (terres, eau, outils, crédit, formation, animaux, en mettant particulièrement l'accent sur les femmes) ;
- mesures visant à aider les exploitants agricoles vulnérables à accéder aux marchés (cela inclut l'accès à l'information et la fourniture d'infrastructures de commercialisation adéquates).

**R4. Renforcer les capacités humaines et institutionnelles pour améliorer l'alimentation de la population par le biais du secteur agro-alimentaire.**

Réaliser des investissements adéquats dans la dotation en personnel et les capacités institutionnelles requises pour la promotion d'une agriculture sensible aux enjeux nutritionnels. Cela implique d'inclure des informations de base sur la nutrition dans la formation des agents de vulgarisation agricole, sans en faire des spécialistes de la nutrition, mais plutôt des éducateurs en nutrition, en leur faisant prendre conscience des bénéfices nutritionnels associés à des moyens de subsistance basés sur l'agriculture afin de garantir des régimes alimentaires sains.

**R5. Appuyer les mesures incitatives menant à des stratégies transversales concrètes en faveur de la nutrition.**

Cela implique ce qui suit:

- appuyer la création et la gestion de plateformes de coordination multisectorielles pilotées par des structures gouvernementales interinstitutionnelles aux niveaux national, régional et local ;
- faciliter et encourager un dialogue permanent et pragmatique axé sur des résultats concrets, et les leçons tirées des initiatives intégrant la santé, la nutrition, l'agriculture et le développement rural ;



## Autorités locales

**R6. Evaluer la situation au niveau local, afin d'élaborer des activités appropriées pour traiter des types et causes de la malnutrition, et notamment de la dénutrition chronique ou aiguë et des carences en vitamines et minéraux.**

Cette évaluation de la situation peut porter sur les ressources alimentaires possibles, l'agroécologie, le caractère saisonnier de la production et des revenus, l'accès aux ressources productives telles que les terres, les débouchés et les infrastructures commerciales, la dynamique des genres et les rôles des hommes et des femmes, les opportunités de collaboration avec d'autres secteurs ou programmes et les priorités locales.

**R7. Sensibiliser aux résultats de l'évaluation de la situation. Renforcer les capacités institutionnelles en matière d'agriculture sensible aux enjeux nutritionnels par la formation du personnel technique/des agents de vulgarisation et du personnel de terrain, et du personnel des postes de santé.**

**R8. Formuler une stratégie de coordination interdisciplinaire afin de garantir l'intégration de la nutrition aux programmes agricoles.**

**R9. Inclure des cibles spécifiques dans les plans et budgets de développement municipal quinquennaux afin de :**

- réduire la malnutrition chronique ;
- augmenter le nombre de cultures que les agriculteurs produisent (diversification) ;
- augmenter le nombre de parcelles concédées à perpétuité aux groupes de femmes ;
- ces cibles doivent être étayées par des indicateurs de performance afin de mesurer les résultats obtenus.

**R10. Créer un réseau incluant toutes les parties prenantes locales afin de faciliter un flux d'information régulier sur les options de développement agricole sensible aux enjeux nutritionnels dans toutes les communes dans une zone agroécologique sélectionnée.**



## Secteur non-gouvernemental

**R11. Examiner et appliquer (en étroite coordination avec le conseil municipal et autres parties prenantes) les**

**10 recommandations clés pour améliorer la nutrition à travers l'agriculture et les systèmes alimentaires de la FAO :**

- i. Intégrer des objectifs et indicateurs de nutrition explicites à la conception de ces recommandations, et faire le suivi des risques potentiels et les atténuer.
- ii. Evaluer la situation au niveau local, afin d'élaborer des activités appropriées pour traiter des types et causes de la malnutrition.
- iii. Cibler les populations vulnérables et améliorer l'équité par la participation et l'accès aux ressources productives.
- iv. Collaborer avec d'autres secteurs et programmes.
- v. Maintenir ou améliorer la base de ressources naturelles.
- vi. Autonomiser les femmes.
- vii. Faciliter la diversification de la production, et augmenter la production de cultures à forte densité nutritionnelle et l'élevage du petit bétail.
- viii. Améliorer le traitement, le stockage et la conservation afin de préserver la valeur nutritionnelle et la sécurité alimentaire, de réduire les pertes liées au caractère saisonnier et les pertes post-récolte, et de faciliter la préparation de repas sains.
- ix. Améliorer l'accès des groupes vulnérables au marché, et notamment pour la commercialisation d'aliments nutritifs.
- x. Intégrer la promotion et l'éducation à la nutrition.



**R12. Former le personnel des ONG aux concepts clés de la nutrition et de la malnutrition, à la question des pratiques agroécologiques sensibles aux enjeux nutritionnels et aux outils clés pouvant être utilisés.**

Améliorer les connaissances des agents de vulgarisation agricole en matière de nutrition, sans en faire des spécialistes de la nutrition, mais plutôt des éducateurs en nutrition en leur faisant prendre conscience des bénéfices nutritionnels des moyens de subsistance basés sur l'agriculture pour des régimes alimentaires sains au niveau du ménage et de la communauté.

**R13. Développer, mettre en œuvre, suivre et évaluer des stratégies visant à intégrer la nutrition aux nouvelles activités agroécologiques ainsi qu'aux activités existantes.**

**R14. Au niveau opérationnel, s'assurer que les activités du projet :**

- ancrent les considérations relatives à la nutrition dans les outils et procédures de prise de décisions ;
- autonomisent les communautés ciblées - par le biais d'ERP - afin de mener des enquêtes dans les villages basées sur des données désagrégées afin que les populations les plus sensibles à l'insécurité alimentaire puissent être identifiées comme les principaux bénéficiaires de tout projet ;
- sont déterminées par des informations de référence obtenues au moyen d'outils tels que les outils HHS, SHARP, SDAM et les enquêtes nutritionnelles, informations par rapport auxquelles les progrès seront mesurés sur le moyen et long terme ;
- incorporent une étape de pilotage, et, le cas échéant d'adaptation pour qu'ils conviennent aux contextes locaux ;
- décentralisent les programmes de formation afin de garantir la plus grande portée possible pour les groupes exclus sélectionnés ;
- associent ces initiatives sensibles à la nutrition à d'autres projets d'appui existants et pertinents ;
- prennent des mesures en vue de permettre la mise en œuvre d'une stratégie de diffusion et de viabilisation, par le biais de la création de relais communautaires et institutionnels.



## Organisations paysannes

**R15. Organiser des visites d'apprentissage/d'immersion dans les projets et initiatives sensibles aux enjeux nutritionnels.**



## Partenaires stratégiques

**R16. Augmenter l'appui financier aux projets agricoles sensibles aux enjeux nutritionnels, qui se concentrent non seulement sur la production et la pérennité, mais aussi sur la nutrition, l'équité, l'autonomisation des femmes et la résilience.**

## Bibliographie

- 1 Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). 2015. Nutrition country data sheets. Disponible sur: [www.ifpri.org/publication/nutrition-country-profile-senegal](http://www.ifpri.org/publication/nutrition-country-profile-senegal)
- 2 Organisation mondiale pour la santé (OMS) n.d. Vitamin and Mineral Nutrition Information System (VMNIS). Département de la Nutrition pour la santé et de développement (NHD), Genève, Suisse. Disponible sur: <http://www.who.int/vmnis/en/>
- 3 L'organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'alimentation (FAO) définit l'agriculture sensible aux enjeux de la nutrition comme une « approche cherchant à assurer la production d'une variété d'aliments nutritifs, culturellement appropriés, sûrs et à un prix abordable, en quantités et de qualité suffisantes afin de répondre aux besoins alimentaires des populations de manière durable » (2017:viii). Source: FAO. 2017. Nutrition-sensitive agriculture and food systems in practices: Options for interventions. Disponible sur: <https://www.fao.org/3/a-i7848e.pdf>
- 4 *Key Recommendations for Improving Nutrition through Agriculture and Food Systems*. Disponible sur <https://www.fao.org/3/a-i4922e.pdf>
- 5 Organisation des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA). 2016. Sahel Crisis. Disponible sur: <https://www.unocha.org/legacy/sahel>. Voir aussi : Gubbels, P. 2015. Changing business as usual: assessing development policy and practice in the Sahel through a resilience lens. Une publication de CARE et de Groundswell International
- 6 Organisation mondiale pour la santé (OMS) n.d. *WHO Global Database on Child Growth and Malnutrition*. Département de la Nutrition pour la santé et de développement (NHD), Genève, Suisse. Disponible sur: <http://www.who.int/nutgrowthdb/en/>
- 7 Journal de l'économie Sénégalaise. 2014. *Conséquences de la malnutrition : Le Sénégal perd annuellement 500 millions de FCFA à cause de la malnutrition, selon la FAO*. Disponible sur: [http://www.lejecos.com/Consequences-de-la-malnutrition-Le-Senegal-perd-annuellement-500-millions-de-FCFA-a-cause-de-la-malnutrition-selon-la\\_a3092.html](http://www.lejecos.com/Consequences-de-la-malnutrition-Le-Senegal-perd-annuellement-500-millions-de-FCFA-a-cause-de-la-malnutrition-selon-la_a3092.html)
- 8 Sahel and West Africa club. 2016. *West Africa brief*. Disponible sur: <http://www.west-africa-brief.org/content/en/prevalence-stunting-children-0-5-years>
- 9 Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). 2016. *Home Grown Nutrition works in Burkina Faso*. Disponible sur: [http://www.ifpri.org/news-release/homegrown-nutrition-works-burkina-faso?utm\\_source=feedburner&utm\\_medium=f](http://www.ifpri.org/news-release/homegrown-nutrition-works-burkina-faso?utm_source=feedburner&utm_medium=f)
- 10 Organisation mondiale pour la santé (OMS) 2017 *Nutrition in the WHO African Region*. Disponible sur: <http://www.afro.who.int/publications/nutrition-who-african-region>
- 11 Fonds des Nations Unies pour l'éducation et l'enfance (UNICEF). N.d. Disponible sur: <https://www.unicef.org/sowc98/fig5.htm>
- 12 Réseau Tiers-Mode (TWN) et Sociedad Científica Latinoamericana de Agroecología (SOCLA). 2015. *Agroecology: key concepts, principles and practices*. Main learning points from Training courses on Agroecology in Solo, Indonesia and Lusaka, Zambia.
- 13 Groundswell International. N.d. Agroecological farming. Disponible sur: <https://www.groundswellinternational.org/approach/agroecological-farming/>
- 14 Altieri, M. A. 1995. Agroecology: The science of sustainable agriculture. *Agroforestry Systems* 35: 111-115.
- 15 De Schutter, O. 2010. Rapport soumis par le rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation. Assemblée Générale de l'ONU. Conseil des Droits de l'Homme. Seizième session, article 3 A / HRC/ 16/49 de l'agenda .
- 16 Webb Girard, A.W., Self, J., McAuliffe, C. & Olude, O. 2012. The effects of household food production strategies on the health and nutrition outcomes of women and young children: a systematic review. *Paediatric and Perinatal Epidemiology*, 26 (Suppl. 1) (2012), pp. 205–222.
- 17 La diversité alimentaire est une mesure qualitative de la consommation alimentaire qui reflète l'accès d'un ménage à une variété d'aliments et qui sert de substitut de l'adéquation nutritionnelle du régime alimentaire des foyers. Des études menées sur différents groupes d'âges ont montré qu'une augmentation du score de diversité alimentaire des individus était corrélée à une adéquation nutritionnelle accrue. Les scores de diversité alimentaire ont été validés pour plusieurs groupes d'âges et de sexes comme mesures de substitut de l'adéquation en macro et micro nutriments du régime alimentaire. Une corrélation positive a été établie avec une densité en micro nutriments adéquate pour les nourrissons et les jeunes enfants et l'adéquation en macro et micro nutriments du régime alimentaire pour les enfants non allaités. Voir FAO. 2013. Guidelines for measuring Household and Individual Dietary Diversity, p.5
- 18 SPRING. 2014. *Understanding the Agricultural Income Pathway*. Brief #3. Improving Nutrition through Agriculture Technical Brief Series. Arlington, VA: USAID/Strengthening Partnerships, Results, and Innovations in Nutrition Globally (SPRING) Project.
- 19 SPRING. 2014. *Understanding the Food Production Pathway*. Brief #2. Improving Nutrition through Agriculture Technical Brief Series. Arlington, VA: USAID/Strengthening Partnerships, Results, and Innovations in Nutrition Globally (SPRING) Project.



- 20 L'organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'alimentation (FAO). 2013. *Synthesis of Guiding Principles on Agriculture Programming for Nutrition*. Rome: FAO. Disponible sur: <http://www.fao.org/docrep/017/aq194e/aq194e.pdf>.
- 21 SPRING. 2014. *Understanding the Women's Empowerment Pathway*. Brief #4. Improving Nutrition through Agriculture Technical Brief Series. Arlington, VA: USAID/Strengthening Partnerships, Results, and Innovations in Nutrition Globally (SPRING) Project.
- 22 L'environnement alimentaire est décrit comme « la mesure selon laquelle divers aliments sont disponibles, accessibles, pratiques et désirables ». Voir Herforth, A. & Ahmed, S. 2015. The food environment, its effects on dietary consumption, and potential for measurement within agriculture- nutrition interventions. *Food Security* (2015) 7:505–520
- 23 Herforth, A. & Ahmed, S. 2015. The food environment, its effects on dietary consumption, and potential for measurement within agriculture-nutrition interventions. *Food Security* (2015) 7:505–520
- 24 L'organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'alimentation (FAO). 2010. *Key Recommendations for Improving Nutrition through Agriculture and Food Systems*. Disponible sur : <https://www.fao.org/3/a-i4922e.pdf>
- 25 L'organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'alimentation (FAO). The FANTA project. Disponible sur : <https://www.fantaproject.org/monitoring-and-evaluation/household->